



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE

DE LA REGION GUADELOUPE

SECRETARIAT GENERAL
Direction de l'administration générale
et de la réglementation
Bureau de l'urbanisme,
de l'environnement et du Cadre de Vie

Basse-Terre, le 4 février 2010

N° 2010- 107

AD/1/4

ARRETE

PORTANT CREATION DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AUTOUR DU CASIER DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX SISE LIEU-DIT « LES GALETS » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LA DESIRADE

Le préfet de la Guadeloupe

VU le code de l'environnement, titre Ier du livre V, et notamment son article L. 515-12 ;

VU le code de l'environnement, partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V, et notamment les articles R. 515-24 à R. 515-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de " déchets non dangereux ", et notamment son article 9 ;

VU la demande présentée le 8 août 2008 par la commune de La Désirade en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique autour du projet d'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LA DESIRADE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-684 AD/1/4 en date du 12 mai 2009 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 05 juin 2009 au 06 juillet 2009 inclus sur le territoire de la commune de La Désirade ;

VU la décision n° E08000052/97 en date du 16 décembre 2008 du président du tribunal administratif de Basse-Terre portant désignation d'une commission d'enquête ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle la commission d'enquête, a procédé du 05 juin 2009 au 06 juillet 2009 inclus; et l'avis favorable émis sans réserve ou observations concernant les servitudes ;

VU l'avis favorable de la direction départementale de l'équipement sur la demande d'institution de servitudes d'utilité publique du 30 avril 2009 ;

VU l'avis favorable du service interministériel de défense et de protection civile sur la demande d'institution de servitudes d'utilité publique du 17 mars 2009 ;

VU le rapport en date du 20 novembre 2009 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 7 janvier 2010 au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

CONSIDERANT que, en vertu de l'article L. 515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur une bande de 200 mètres autour de la zone de stockage de déchets non dangereux ;

CONSIDERANT que la création de l'installation de stockage de déchets non dangereux, pour une durée de 15 ans, située au lieu-dit « LES GALETS » sur le territoire de la commune de LA DESIRADE n'est envisageable que si l'exploitant possède soit la maîtrise foncière sur une bande de 200 mètres autour du futur casier, soit des servitudes qui permettent d'apporter des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers ;

CONSIDERANT que, dans un rayon de 200 mètres autour du futur casier de l'installation de stockage de déchets non dangereux se trouvent des parcelles dont la commune ne possède pas la maîtrise foncière ; que par conséquent l'instauration de telles servitudes dans le cas présent revêt un caractère d'utilité publique ;

CONSIDERANT dans ces circonstances qu'il convient d'arrêter un projet de servitudes d'utilité publique sur le site du projet d'installation de stockage de déchets non dangereux afin de garantir dans le temps que l'utilisation de la zone de 200 m autour de la zone à exploiter restera conforme aux exigences qu'imposent la protection de l'environnement et la santé publique ;

CONSIDERANT que des servitudes devront être en place sur une durée suffisante pour protéger les intérêts visés à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles R. 515-24 et R. 515-25 susvisés ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Des servitudes d'utilité publique sont instaurées, conformément aux dispositions des articles R. 515-24 et R. 515-25 susvisés, sur les parcelles situées dans un rayon de 200 mètres autour de la zone d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Les Galets » sur le territoire de la commune de LA DESIRADE.

Article 1-1 PERIMETRE RETENU

Le périmètre d'application des servitudes est reporté sur le plan en annexe au présent arrêté. Il concerne les parcelles cadastrées suivantes, pour une superficie totale de superficie de 16 ha 98 a 65 ca (169 865 m²) :

Commune	Section	Parcelles	Adresse	Surface Concernée par les servitudes générales n°1
La Desirade	AM	52	Au Vent	12ha 85a 50ca
La Desirade	AM	22	Au Vent	4ha 13a 15ca

Article 1-2 TYPE DE SERVITUDES RETENUES :

Ces servitudes sont proposées dans le cadre des dispositions prévues par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement. Elles sont instituées pour une durée de 45 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral autorisant la mise en exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Cette période couvre la durée de vie prévisionnelle de l'installation de stockage (15 ans) et la durée de suivi post exploitation (30 ans).

Elles concernent l'utilisation du sol.

Servitude n° 1 portant sur l'ensemble des parcelles concernées par la bande d'isolement des 200 mètres :

- Interdiction d'implantation de constructions à usage d'habitation et d'aménagement des terrains de camping ou d'aires de stationnement de caravanes et plus généralement d'aménagements destinés à des activités sportives ou de loisirs, et d'établissements recevant du public ;
- Les constructions actuellement autorisées dans le cadre du plan d'occupation des sols, qui ne sont pas à usage d'habitation, le resteront sous réserve que ces dernières n'engendrent pas de risques supplémentaires, liés à l'incendie ou à l'explosion, pouvant affecter l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Servitude n° 2 portant sur une bande d'isolement de 5 mètres en périphérie de la zone d'exploitation :

- Interdiction de tout usage du sol. L'exploitant de l'installation de stockage dispose d'un droit d'accès afin de procéder aux opérations de débroussaillage nécessaires à la prévention des risques d'incendie.

ARTICLE 3

En application de l'article L. 515-11 du code de l'environnement, si l'instauration des servitudes entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la commune de LA DESIRADE dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est affichée à la mairie de LA DESIRADE pendant une durée d'un mois.

L'accomplissement de cette formalité est attesté par un procès-verbal dressé par les soins du maire.

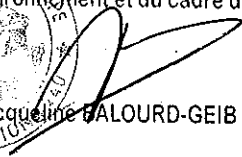
Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement.


ARTICLE 5

La présente décision ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative de BASSE-TERRE. Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée et pour les tiers à compter de l'affichage de la décision.

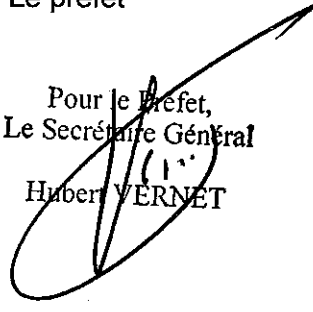
ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Pointe à Pitre, le maire de La Désirade, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le service interministériel de défense et de protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au pétitionnaire et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits, au fur et à mesure qu'ils sont connu.

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet,
Le chef du bureau de l'urbanisme,
de l'environnement et du cadre de vie

Jacqueline BALOURD-GEIB



Le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Hubert VERNET

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N°

PLAN DU PERIMETRE D'APPLICATION DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

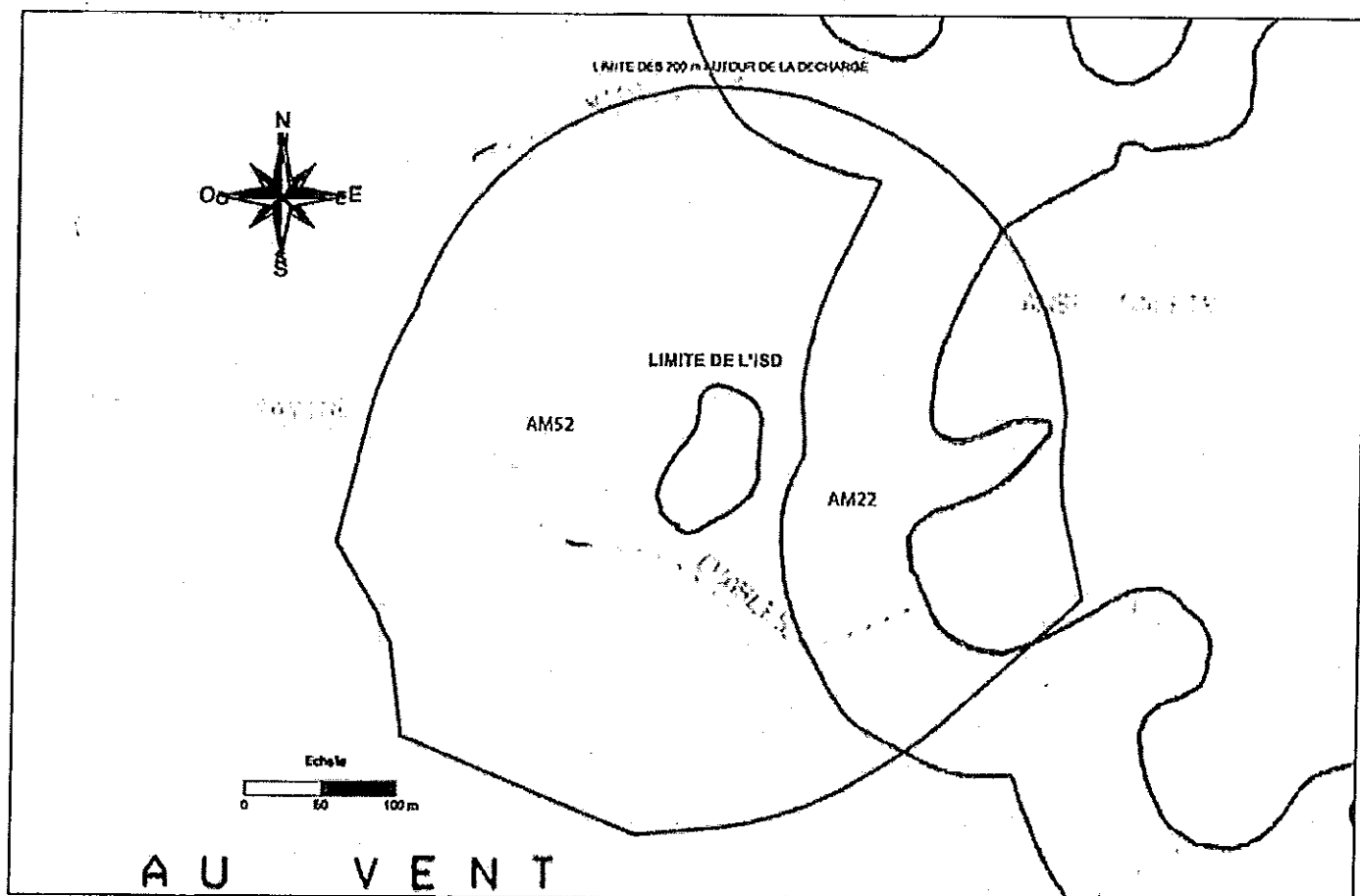


Figure 2 : Plan de la limite de l'installation de stockage avec report de la bande des 200 m